



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

prix du carburants

Question au Gouvernement n° 2189

Texte de la question

PRIX DU CARBURANT

**M. le président.** La parole est à M. Michel Castellani.

**M. Michel Castellani.** Monsieur le président, quand j'interviens dans les amphis, le silence règne. Ici ce n'est pas le cas.

**M. le président.** Mes chers collègues, s'il vous plaît, faites le silence pour permettre à l'orateur de s'exprimer en toute sérénité !

**M. Michel Castellani.** Monsieur le ministre de l'économie et des finances, après l'attaque d'installations pétrolières en Arabie saoudite, ce week-end, le prix du carburant devrait augmenter de plusieurs centimes au litre dans les prochains jours. On notera au passage que l'adéquation entre prix du Brent et prix à la pompe se fait bien plus rapidement à la hausse qu'à la baisse.

Une telle augmentation a des conséquences sur l'ensemble de l'économie et pose directement la question de la politique menée en matière de solution alternative aux énergies fossiles. Elle touche tous les citoyens, surtout les plus modestes ainsi que ceux qui, vivant en zone rurale, n'ont d'autre choix que la voiture individuelle. Ce problème a été l'élément déclencheur du mouvement des « gilets jaunes », lesquels demandent d'ailleurs maintenant un gel immédiat des prix.

En Corse, où plus de 20 % de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté, le surcoût lié aux carburants, aggravé par l'extrême cartellisation de l'offre, représente une contrainte considérable. La collectivité de Corse s'implique fortement sur cette question. Nous attendons de l'État qu'il s'engage à assurer davantage de transparence concernant les conditions de distribution et qu'il prenne éventuellement une initiative en la matière.

Monsieur le ministre, le Gouvernement entend faire en sorte que l'acte II du quinquennat soit marqué par le dialogue, l'écoute et une moindre verticalité du pouvoir. Mes questions sont donc les suivantes : alors que, dans les prochains jours, nous discuterons du budget 2020 ; envisagez-vous un nouveau gel de la taxe carbone en 2020 ? Comment entendez-vous aider les Français, notamment les plus modestes, à faire face à l'augmentation attendue des prix à la pompe ? Plus largement, quelle politique entendez-vous suivre en matière de production d'énergie renouvelable ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe L.T.*)

**M. le président.** La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des transports. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

**M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État chargé des transports.** Je vous remercie pour votre question qui

porte sur l'augmentation du prix du carburant consécutive aux événements géopolitiques que vous avez rappelés. Sur ce dossier, le Gouvernement est vigilant. Il appelle, comme vous l'avez dit, les pétroliers à la modération, et rappelle que les Français ont accès à des sites internet proposant des comparateurs de prix, dont celui du Gouvernement.

Ce dernier, comme vous le savez, a pris des mesures fortes en matière de pouvoir d'achat au début de l'année dernière,...

**M. Pierre Cordier.** N'importe quoi !

**M. Thibault Bazin.** Il baisse le pouvoir d'achat ! N'est-ce pas, monsieur le président ?

**M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État .** ...en procédant au gel de la fiscalité des carburants et en instaurant la prime à la conversion, dispositif plébiscité par les Français.

À propos de la Corse, vous avez raison de souligner les spécificités liées à l'insularité du territoire, concernant aussi bien le transport que le stockage ou la distribution, mais vous savez aussi que ces spécificités sont indépendantes de la variation du prix du pétrole brut.

Le fond du problème est la nécessité d'une moindre dépendance aux énergies fossiles. Vous le savez d'autant mieux que, la semaine dernière, vous avez pris une part très active au débat relatif à la loi d'orientation des mobilités, au cours duquel nous avons inscrit dans la loi la trajectoire de verdissement des flottes, une trajectoire conforme à l'accord de Paris, à la stratégie nationale bas-carbone et à la programmation pluriannuelle de l'énergie.

En résumé, monsieur Castellani, l'implication de la France afin de garantir la stabilité de la région du Moyen-Orient est constante ; des mesures fortes sont prises en matière de soutien au pouvoir d'achat des Français ; sur le plan écologique, notre ambition est très haute. Nous tenons là trois piliers d'une action ambitieuse, responsable et efficace. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

## Données clés

**Auteur :** [M. Michel Castellani](#)

**Circonscription :** Haute-Corse (1<sup>re</sup> circonscription) - Libertés et Territoires

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2189

**Rubrique :** Énergie et carburants

**Ministère interrogé :** Transports

**Ministère attributaire :** Transports

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [18 septembre 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [18 septembre 2019](#)